



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Pacific Region

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

****AVIS IMPORTANT**** Les soumissions en format
papier (remis en personne ou par la poste ou par
messagerie) ou transmises par télécopieur ne seront
pas acceptées dans le cadre de cette demande de
soumission.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Title - Sujet Système d'impression 3D à métaux Imprimante 3D à fusion sur lit de poudre métallique	
Solicitation No. - N° de l'invitation W3555-227019/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client W3555-227019	Date 2021-11-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$VIC-246-8285	
File No. - N° de dossier VIC-1-44057 (246)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Pacific Standard Time PST on - le 2021-12-03 Heure Normale du Pacifique HNP	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kobenter, Hélène	Buyer Id - Id de l'acheteur vic246
Telephone No. - N° de téléphone (250) 508-7491 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification 005 émise pour publier les dernières réponses aux demandes de renseignements reçues et les révisions connexes au besoin, et pour repousser la date de fermeture de l'appel d'offres du 2021/11/19 14:00 Heure normale du Pacifique (HNP) au 2021/12/03 14:00 HNP pour permettre aux soumissionnaires de tenir compte de toutes les modifications dans leur proposition.

Demandes de renseignements des soumissionnaires :

Q6: En ce qui concerne le critère technique obligatoire 5.2 à l'annexe A : « Les composants individuels du système, avant l'assemblage au complet, doivent pouvoir passer à travers une porte double standard de bâtiment mesurant 2,03 mètres en hauteur par 1,84 mètre en largeur. »

Le système requis n'a pas été conçu et fabriqué de manière à être expédié non assemblé; il doit avoir fait l'objet d'essais de réception en usine et ensuite expédié complètement assemblé. Les dimensions globales de l'appareil sont plus petites que les dimensions requises à l'article 5.1; l'appareil ne peut toutefois pas passer par une porte double standard du fait qu'il ne peut pas être livré non assemblé.

Nous demandons au Canada de bien vouloir supprimer l'article 5.2 de la liste d'exigences.

Réponse à Q6 : Il faut passer par une porte double standard pour accéder à l'endroit où le système se trouvera, comme il est précisé à l'article 5.2. De par sa conception, le système doit pouvoir être démonté et assemblé sur place si l'ensemble du composant individuel du système ne peut pas passer par la porte double standard, comme il est précisé à l'article 5.2. Le sous-ensemble de l'ensemble principal doit également pouvoir passer par une porte double standard, comme il est précisé à l'article 5.2.

Q7: En ce qui concerne le critère technique obligatoire 5.3 à l'annexe A : « Pas un seul composant individuel du système ne peut dépasser 2 600 kilogrammes lorsque le système est complètement assemblé et chargé avec les matériaux. »

Le poids total de l'appareil que nous proposons est de 2 800 kg; est-ce acceptable dans le cadre de ce besoin?

Réponse à Q7 : Les composants du système sont limités quant à leur poids à des fins de transport, de manutention et d'installation une fois sur place et sous la garde du ministère de la Défense nationale (MDN). De plus, l'exigence est nécessaire pour limiter la taille et la nature du système pour tenir compte des autres exigences relatives aux dimensions générales et poids indiqués à la section 5.0. Voir également la réponse à la Q8 ci-dessous.

Q8: En ce qui concerne le critère technique obligatoire 5.3 à l'annexe A : « Pas un seul composant individuel du système ne peut dépasser 2 600 kilogrammes lorsque le système est complètement assemblé et chargé avec les matériaux. »

Le poids du composant individuel que nous proposons est de plus de 2 600 kilogrammes. Pouvons-nous demander un désistement sur ce plan?

Réponse à Q8 : Aucun composant individuel de système ne peut dépasser 2 600 kilogrammes une fois qu'il est complètement assemblé et chargé avec les matériaux, en raison de la capacité de levage du chariot élévateur sur le site pour déplacer l'équipement dans le bâtiment.

Modifications de l'invitation :

À LA PARTIE 7 – Section 7.2.1 Conditions générales

Supprimer tel qu'indiqué.

Insérer :

7.2.1 Conditions générales

2030 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.1.1 Garantie - Modification - Conditions générales

L'article 22 intitulé Garantie des conditions générales 2030 est modifié en supprimant les paragraphes 3 et 4 et en les remplaçant par ce qui suit :

3. Les travaux ou toute partie des travaux jugés défectueux ou non conformes seront retournés aux locaux de l'entrepreneur en vue de leur remplacement, de leur réparation ou de leur rectification. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.
4. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur conformément au paragraphe 3. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

7.2.1.2 Exigences contre le travail forcé 2030-46

1. L'entrepreneur déclare et garantit que les travaux ne sont pas extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé. Peu importe qui agit à titre d'importateur, l'entrepreneur ne doit pas, pendant l'exécution du contrat, livrer au Canada ou importer au Canada, directement ou indirectement, des travaux constituant des articles dont l'importation est interdite selon le paragraphe 136(1) du *Tarif des douanes* et le numéro tarifaire 9897.00.00 de l'annexe du Tarif des douanes (avec toutes ses modifications successives), parce qu'ils sont extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé.
2. Si un classement tarifaire est déterminé en vertu de la *Loi sur les douanes* et que l'importation de la totalité ou d'une partie des travaux est interdite, l'entrepreneur doit immédiatement en informer l'autorité contractante par écrit. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si la totalité ou une partie des travaux est classée dans le numéro tarifaire 9897.00.00 de l'annexe du Tarif des douanes comme étant extraite, fabriquée ou produite par du travail forcé. Si l'entrepreneur sait que les travaux, ou toute partie des travaux, font ou ont fait l'objet d'une enquête visant à déterminer s'ils sont interdits d'entrée en vertu du numéro tarifaire 9897.00.00, il doit immédiatement informer l'autorité contractante par écrit de cette enquête.

3. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, s'il a des motifs raisonnables de croire que les travaux ont été extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé ou sont liés à la traite des personnes. Ces motifs peuvent comprendre :
 - a. Constatations ou ordonnances ou ordonnances de refus de mainlevée du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, en vertu de la US Trade Facilitation and Trade Enforcement Act (disponible en anglais seulement) de 2015; ou
 - b. Preuves crédibles soumises par une source digne de foi, y compris, sans s'y limiter, des organismes non gouvernementaux.
4. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si l'entrepreneur a, dans les trois années précédentes, été reconnu coupable de l'une des infractions suivantes inscrites au Code criminel ou dans la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés :

Code criminel

 - i. article 279.01 (Traite des personnes);
 - ii. article 279.011 (Traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans);
 - iii. paragraphe 279.02(1) (Avantage matériel – traite de personnes);
 - iv. paragraphe 279.02(2) (Avantage matériel – traite de personnes de moins de dix-huit ans);
 - v. paragraphe 279.03(1) (Rétention ou destruction de documents – traite de personnes);
 - vi. paragraphe 279.03(2) (Rétention ou destruction de documents – traite de personnes de moins de dix-huit ans); ou *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*
 - vii. article 118 (Trafic de personnes).
5. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si l'entrepreneur a, dans les trois années précédentes, été reconnu coupable d'une infraction qui a été commise dans un pays autre que le Canada et qui, de l'avis du Canada, est semblable à l'une des infractions précisées aux paragraphes 4(i) à (vii).
6. Afin de déterminer si une infraction commise à l'étranger est semblable à une infraction répertoriée, TPSGC tiendra compte des facteurs suivants :
 - i. dans le cas d'une condamnation, si la cour a agi dans les limites de sa compétence;
 - ii. si le fournisseur s'est vu accorder le droit de comparaître devant la cour pendant la poursuite judiciaire ou de se soumettre à la compétence de la cour;
 - iii. si la décision de la cour a résulté d'une fraude; ou
 - iv. si le fournisseur a pu présenter à la cour toute défense à laquelle il aurait eu droit si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada.
7. Si le Canada a l'intention de résilier le contrat en vertu du présent article, il informera l'entrepreneur et lui donnera l'occasion de présenter des observations écrites avant de prendre une décision définitive. Les observations écrites doivent être soumises dans les 30 jours suivant la réception d'un avis concernant des préoccupations, à moins que le Canada ne fixe un délai différent.

À LA PARTIE 7 – Section 7.10 Ordre de priorité des documents

Supprimer tel qu'indiqué.

Insérer :

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires :
 - 4001 (2015-04-01), Achat, location et maintenance de matériel ;
 - 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence ;
 - 4004 (2013-04-25), Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence ;
 - 4010 (2012-07-16), Services - besoins plus complexes ;
 - 4013, Respect des mesures, ordres permanents, politiques et règles sur place;
- c) les conditions générales - 2030 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens *telles que modifiées ci-dessus*;
- d) l'Annexe « A », Besoin;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » le _____ »*).

-- TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉES--